

LETTRE DE LA MAISON DE L'EUROPE ET DES EUROPÉENS À CLUNY



« Unis dans la diversité » (devise de l'Union européenne)

EDITO

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES DE L'UNION EUROPÉENNE, QUELLE AFFAIRE !

La présente **Lettre de la Maison de l'Europe à Cluny** propose un ensemble d'articles sur la politique extérieure de l'UE. On pourrait s'en douter, la politique extérieure de l'Union et son impact sont à l'image de la faible capacité de l'Europe à mener à l'intérieur une politique qui rassemble les citoyens autour d'objectifs communs et partagés.

Il en va de même pour fédérer les États membres en vue d'une action extérieure commune au-delà des confrontations nécessaires et fécondes. Seules, les politiques qui construisent la justice et la solidarité « unissent dans la diversité » ; elles sont le chemin de la Paix.

Alors saluons les acteurs engagés pour l'Europe en clunisois qui en s'impliquant personnellement et localement construisent un terreau local fertile et solidaire : le Collège Européen, la Maison de l'Europe, la Maison rurale de Mazille, Cluny chemins d'Europe, la Fédération européenne des sites clunisiens, les Foyers ruraux, l'Ecole des Arts et Métiers mais aussi de nombreux élus communaux et communautaires et autres associations. Bonne lecture !

Philippe Mayaud

SOMMAIRE

- ★ LA FÉDÉRATION EUROPÉENNE DES SITES CLUNISIENS (FESC) PROMeut CLUNY AUX QUATRE COINS DE L'EUROPE P.2
- ★ POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE L'UE, DES MUSCLES ET DU NERF... ENFIN ? P.3
- ★ « ICH LIEBE DICH, MOI NON PLUS », LE BLUES FRANÇAIS P.5
- ★ « LA PATRIE DES FRÈRES WERNER » OU LA RÉCONCILIATION EUROPÉENNE P.6
- ★ FAKE NEWS P.6
- ★ UNE CERTAINE IDÉE DE L'EUROPE P.7
- ★ ACTUALITÉS DE LA MAISON DE L'EUROPE ET DES EUROPÉENS À CLUNY P.7
- ★ AGENDA P.7
- ★ NOUS, L'EUROPE BANQUET DES PEUPLES P.8



Abbaye de Cluny, la tour de l'eau bénite

LA FÉDÉRATION EUROPÉENNE DES SITES CLUNISIENS (FESC) PROMeut CLUNY AUX QUATRE COINS DE L'EUROPE



Cultural route
of the Council of Europe
Itinéraire culturel
du Conseil de l'Europe



Cluny peut être fière d'avoir incubé un « laboratoire » de développement du patrimoine européen, discret, durable et créatif : la Fédération européenne des sites clunisiens. C'était il y a 26 ans, à l'initiative d'une poignée de bénévoles. Le bureau où ils se réunissaient au deuxième étage de l'Office de Tourisme de Cluny est aujourd'hui encore le siège social de

la FESC ! Ils étaient passionnés par l'abbaye de Cluny, l'art de bâtir des moines, leur culture et leur spiritualité, leurs projets, leur histoire complexe qui fascine les chercheurs et les historiens.

En 1994, les représentants d'une vingtaine de sites clunisiens français, dont Valensole et Cluny, lancent l'aventure à Souvigny dans l'Allier. Ce prieuré, fort bien restauré, est une des premières dépendances de Cluny. Les saints Mayeul et Odilon, 4^{me} et 5^{me} abbés de Cluny y sont enterrés. Hugues Capet vint en 996 se recueillir sur la tombe de son ami Mayeul.

Les fondateurs de la FESC, tous français, s'étaient engagés à retisser l'ancien réseau des sites clunisiens et de ceux dont l'histoire était liée à Cluny. Un sacré travail ! En effet, Cluny avait en quelques siècles fondé près de 2000 sites de l'Ecosse au Portugal et à l'Europe de l'Est. Très tôt, des sites étrangers se rallieront au projet. En 1995, deux abbayes du canton de Vaud (Suisse) rejoignent la fédération. En 1996 c'est l'Italie avec la grande abbaye de San Benedetto Po en Lombardie. En 2001, le premier site anglais adhère, celui de Wenlock dans le Shropshire. En 2002, c'est l'Espagne, San Juan de la Pena en Aragon. En 2003, l'Allemagne avec deux sites du Bade Wurtemberg. En 2007, l'Ecosse. En 2013 le réseau s'étend en Europe de l'Est, en Pologne. A ce jour la Fédération regroupe 200 sites dans 7 pays.

Ce réseau « ressuscité » avec passion et ténacité par des dizaines de bénévoles est animé depuis Cluny par une équipe expérimentée de trois salariés. Leur tâche est multiple. Gérer l'existant, le développer, faire connaître et reconnaître le réseau et son patrimoine.

Citons quelques initiatives remarquables et fécondes :

- En 2003, la FESC demande et obtient la mention de **Grand itinéraire culturel du Conseil de l'Europe**. Ce label sera renouvelé jusqu'à ce jour par les représentants des 32 États du Conseil de l'Europe, signataires de l'accord sur les Itinéraires. Il identifie le patrimoine clunisien et sa promotion comme étant parmi les plus exemplaires d'Europe. Ainsi, la FESC fait partie d'un en-

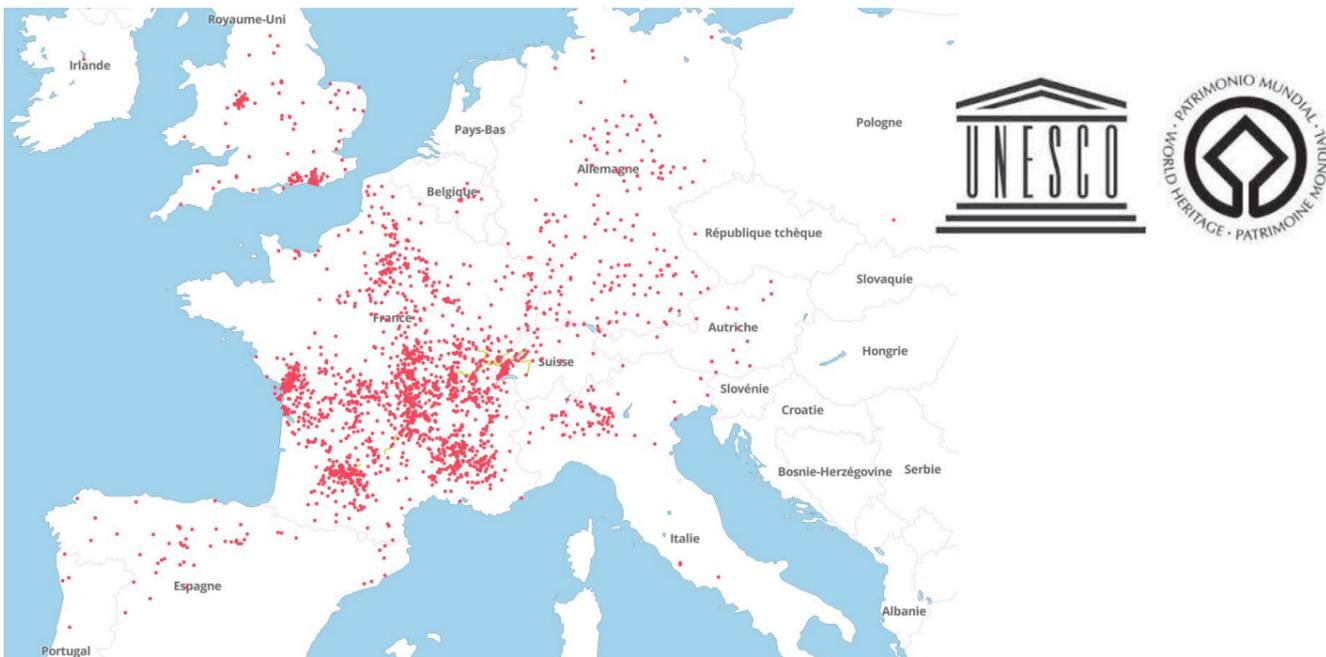
semble de 38 itinéraires culturels dont chacun porte en lui une part de l'histoire du Continent. C'est un maître atout pour les élus des collectivités pressés d'agir pour préserver et animer leur patrimoine clunisien. Les représentants de plusieurs d'entre eux se sont engagés en 2017 dans un programme **Erasmus +** destiné à identifier les bonnes pratiques et atouts des uns pouvant bénéficier aux autres.

- La Fédération s'est progressivement organisée en grandes régions. C'est ainsi que sont nées l'**Association des sites clunisiens suisses** (10 sites), la **UK Cluniac Conference** au Royaume Uni (9 sites), **Cluny Iberica** en Espagne, les **Sites Hirsauviens en Europe centrale** (200 sites) fondés par l'abbaye allemande de Hirsau ayant appliqué la réforme bénédictine au XI^e siècle, les **Sites clunisiens en Italie** (Lombardie et Piémont).

- Depuis 2015, la FESC a entrepris d'identifier et de géolocaliser au moyen des outils numériques les quelque 2000 sites clunisiens d'Europe (abbayes, prieurés, granges monastiques, églises paroissiales etc.), c'est le projet **Clunypedia**.

- Enfin, un dernier grand projet est sur le feu : l'inscription des sites clunisiens au **Patrimoine mondial de l'Unesco**. Cette candidature témoigne de la volonté d'affirmer l'identité européenne à partir des valeurs portées par les moines de Cluny. Encore faudra-t-il mettre dans le coup les États et les populations. Un travail gigantesque ! Il faudra associer à la FESC les responsables et élus des territoires départementaux, provinciaux et régionaux concernés. Le dossier de candidature pour **Cluny et les sites clunisiens** et les étapes de sa mise en œuvre sera présenté le 17 octobre 2020 à Cluny en lien avec la ville et un ensemble de collectivités publiques européennes. Pour suivre ce projet, rendez-vous sur sitesclunisiens.org.

Robert De Backer



Carte des sites clunisiens historiques en Europe. Crédit: Clunypedia-Fédération Européenne des Sites Clunisiens

POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE L'UE, DES MUSCLES ET DU NERF... ENFIN ?

L'Union européenne à 27 est aujourd'hui la première puissance commerciale du monde en termes de flux (importations et exportations) et la première puissance agricole. Mais elle est un nain politique et militaire dans un monde toujours davantage chaotique et menaçant. Face à des États faillis et à des chefs d'État soit autoritaires ou dictateurs, soit imprévisibles et populistes, l'UE ne fait pas le poids, ce qui la fragilise dangereusement. Par ailleurs le départ des Britanniques la prive d'une des deux seules armées capables de se déployer au-delà de ses frontières, d'une des deux puissances nucléaires du continent et d'un de ses deux membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies. Depuis 63 ans, date du Traité de Rome, la politique étrangère de l'UE est une longue marche et les accroc, contretemps, voies de traverse, aléas sont nombreux.

Quelle est la politique étrangère de l'UE ?

La politique étrangère de l'UE a été établie par le traité sur l'Union européenne en 1993, et affinée par les traités successifs. Mais sa mise en œuvre, mal perçue par les citoyens, pose question. Pourquoi ? Car elle est à géométrie variable, c'est-à-dire qu'elle varie en fonction des événements et des acteurs et s'adapte aux circonstances. Pour plusieurs raisons. L'UE n'a pas encore réussi à s'affirmer sur la scène internationale comme une puissance, bien que regroupant d'anciennes grandes puissances affaiblies par l'Histoire. En cause : les divisions en son sein, la sacro-sainte règle de l'unanimité pour toute décision majeure, et la mise en œuvre lentissime d'une défense commune, condition sine qua non. Certes, pour ce faire, ses responsables s'engagent en parole et promettent des changements. Mais sans effets majeurs car des crises trop souvent surviennent qu'il faut gérer dans l'urgence. Conséquence : en cas de conflit international les acteurs européens sont multiples et agissent en ordre dispersé. Cela fait désordre et n'aide pas le citoyen lambda à comprendre ce qui se passe, ni à faire confiance à l'UE pour le protéger dans un environnement de plus en plus dangereux et instable. D'autant que les négociations autour du plan de relance en juillet dernier ont exclu les moyens à consacrer dans le futur à la politique extérieure de l'Union et à sa politique de défense.

En 2020, les événements venant de l'étranger se sont bousculés

La Turquie, fin février, ouvre ses frontières aux demandeurs d'asile vers l'Europe. En août elle affronte la Grèce à propos des réserves de gaz en méditerranée orientale. La Russie fait un pied de nez à l'UE avec l'envoi en Italie d'une centaine de militaires pour aider le pays à gérer l'épidémie ; en mars les médias d'État russes lancent une campagne de désinformation relative au covid-19 dans l'UE. Le 4 août, Beyrouth explose. Le 9 août, au Belarus les élections déclenchent une révolte populaire. Le 18 août au Mali, coup d'état militaire. Ensuite il y eut l'empoisonnement d'Alexei Navalny, la condamnation par Poutine du projet de taxe carbone de l'UE destiné à financer son plan de relance, l'incendie du camp de migrants sur l'île de Lesbos, la visite ratée des diplomates chinois afin de calmer les tensions entre la Chine et l'UE, le Brexit etc.. sans oublier l'épidémie de Covid.



La Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) donne à l'Union européenne la possibilité d'utiliser des moyens militaires et civils pour répondre aux crises internationales. En 2020, 17 opérations sont en cours en Europe, en Afrique et au Proche et Moyen-Orient.



Le président du Conseil européen, Charles Michel, et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, lors du sommet virtuel entre l'UE et la Chine le 22 juin 2020. REUTERS/Yves Herman/Pool

Cette année agitée, fut l'occasion pour l'UE - est-ce dû à la nouvelle Commission ? - de changer de cap. Voyons-le au sujet de la Biélorussie et de la Chine

Belaruss : sanctions, oui ou non ?

Le 19 août, après 11 jours de manifestations en Biélorussie, alors que S. Tsikanovskaïa appelle l'Europe à l'aide par Youtube, les ministres des affaires étrangères de l'UE réunis en sommet extraordinaire par visioconférence, décident de ne pas reconnaître le résultat des élections au Belarus. « **Les élections n'ont été ni libres ni équitables. Nous procéderons à un examen approfondi des relations de l'UE avec la Biélorussie. Il pourrait s'agir, entre autres, de prendre des mesures contre les responsables des violences observées, des arrestations injustifiées et de la falsification des résultats des élections** ». Loukachenko n'est donc pas reconnu par l'EU comme chef d'état. Ce même jour affirmant que l'UE était aux côtés du peuple de ce pays, M. Michel président du Conseil européen ajoute que l'UE allait imposer « bientôt » des sanctions à un nombre substantiel de responsables biélorusses et Ursula von der Leyen, annonce de son côté des aides financières destinées à la société civile, aux médias indépendants, et aux victimes de la répression. « **Afin de réorienter l'argent des autorités vers la société civile et les groupes les plus vulnérables** ». Cependant. Ce 21 septembre, l'UE a échoué à se mettre d'accord sur des sanctions contre Minsk : « **en raison d'une 'prise d'otages' par un État membre** », Chypre. Au nom de la sacrosainte règle de l'unanimité. Mais dans la nuit du 1 au 2 octobre un sommet européen décidait de sanctions immédiates !

Chine : va-t-elle acheter l'Europe ?

Ce 14 septembre les représentants de l'UE (A. Michel, Ursula von der Leyen et Angela Merkel) rencontraient les dirigeants chinois par visioconférence. Au menu, entre autres, les échanges écono-



Josep Borrell, Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, a été membre de l'exécutif espagnol de 1991 à 1996, élu au Parlement européen en 2004 et à la Présidence de l'assemblée jusqu'en 2007.

miques et les droits de l'Homme. Cette réunion à quatre changeait la donne. Jusqu'à ce jour en effet, les relations avec la Chine avaient été bilatérales, France-Chine ; Allemagne-Chine etc. De ces rapports morcelés, Pékin avait su tirer avantage, jouant sur les concurrences économiques. Mais l'an dernier la Commission de Bruxelles ébauchait une stratégie commune qui s'est traduite par le Sommet-surprise du 14 septembre à Paris avec Xi Jinping, élargi à l'Allemagne et à la Commission. C'est une amorce de l'europanisation de la politique vis-à-vis de la Chine⁽¹⁾. Il était temps ! Les européens sont désormais d'accord pour réclamer de la Chine la réciprocité dans les pratiques économiques et pour recommencer à parler sérieusement des droits de l'homme. **« Nous prenons très au sérieux le fait d'avoir accès au marché chinois et de faire tomber les barrières. C'est à la Chine de nous convaincre que cela vaut le coup de conclure un accord »**, a déclaré Ursula von der Leyen. Mais, attendons... l'accord sur les investissements chinois dans l'UE auquel elle fait allusion, est prévu fin 2020.

Bref, la politique étrangère de l'Union s'affine, devient plus efficace, les réactions des responsables sont plus rapides... Mais elle reste fragile à cause, entre autres, de la règle de l'unanimité.

Robert De Backer

Sources : Sauvons l'Europe, AFP, Lalibre.be, France-inter, ⁽¹⁾ Pierre Haski

Monsieur Europa

Sous le titre de « **Monsieur Europa** » le journal allemand « **Der Spiegel** » du 16 septembre (n°38) publie un article sur Clément Beaune, ancien conseiller d'Emmanuel Macron, actuel Secrétaire d'État aux affaires européennes. Celui-ci, d'après **Der Spiegel**, est partisan de supprimer la règle de l'unanimité pour certaines décisions liées à la politique étrangère de l'UE et de réduire le nombre des 27 commissaires, suggérant un système de rotation.

Le journal allemand relate un article de Clément Beaune, publié le 7 septembre 2020 (n° 3 automne 2020) dans la revue « Politique étrangère » de l'Ifri (Institut français des relations internationales) dont nous extrayons le passage suivant : « La France a vécu dans le déni d'une Europe à 27. Pointant du doigt à juste titre les défaillances graves d'une Union mal pensée pour cette taille et cette hétérogénéité, les dirigeants français ont fait comme si nous étions encore six ou douze. On ne change pas la réalité en la niant. C'est la raison pour laquelle le président de la République a entrepris un large travail bilatéral, surtout avec les pays aux positions de départ les plus opposées aux nôtres : dix rencontres depuis 2017 avec le Premier ministre néerlandais, une tournée européenne dans les pays de l'Est de l'Europe dès l'été 2017 – sans laquelle la réforme du travail détaché n'aurait jamais été obtenue –, dans les pays du Nord l'été suivant ; plus de vingt visites bilatérales au total, la participation ou la réactivation de multiples formats de coopération, du groupe d'Austerlitz (ndlr, Autriche, Rép. Tchèque, Slovaquie) à celui des pays méditerranéens. Cette extension est la condition d'un moteur franco-allemand efficace, dans lequel la France pèse car elle a d'autres alliés, de différentes régions, tailles, familles politiques ».

Espérons, conclut **der Spiegel**, que la conférence sur l'avenir de l'Europe, qui devrait être lancée à l'automne 2020 sous la présidence allemande de l'EU et conclue au printemps 2021 donne à l'Europe un rôle important dans le monde.

Michael Veyhl

Dans une tribune publiée par EURACTIV.COM, Alexandra Brzozowski journaliste, s'exprime sur l'intérêt ou non de l'unanimité dans les décisions européennes et notamment dans les affaires internationales.

Extraits :

Chypre a bloqué les sanctions proposées par l'UE contre la Biélorussie lundi 21 septembre, invoquant l'inaction de l'UE face à l'agression turque en Méditerranée orientale. Certains ont décrit ce veto comme une « prise d'otage », un cas pas si rare de tentative de chantage dans le processus décisionnel de l'UE (...) un acte désespéré de la part d'un petit pays de faire en sorte que les autres États membres se soucient d'une menace qui ne semble pas trop existentielle pour la plupart des autres membres.

Ce n'est pas un hasard si la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a de nouveau appelé à l'instauration d'un vote à la majorité qualifiée (VMQ) dans la politique étrangère de l'UE, cette fois en particulier en matière de sanctions. Mais qu'en serait-il ? (...) La VMQ fait craindre aux « petits États » que les plus grands acteurs de l'UE soient toujours en mesure de les passer outre et d'ignorer leurs problèmes.

La Commission semble aujourd'hui désireuse d'étendre le VMQ à trois domaines de politique étrangère - les sanctions, la promotion des droits de l'homme et le lancement de missions civiles - avec les sanctions en première position pour devenir un terrain d'essai.

<https://www.euractiv.com/authors/alexandra-brzozowski/>

« ICH LIEBE DICH, MOI NON PLUS », LE BLUES FRANÇAIS



Georg Blume

Georg Blume, dirige le bureau parisien du journal Die Zeit depuis 2013. Il a publié en mars 2019 aux éditions Saint-Simon, un essai sous le titre « der Frankreich blues ». Dans cet ouvrage de 215 pages il analyse les relations franco-allemandes

depuis l'époque de Voltaire et de Frédéric II jusqu'au début 2019 entre A. Merkel et E. Macron. Les Echos ont présenté l'ouvrage sous le titre « Ich liebe dich, moi non plus ».

Georg BLUME a représenté son journal au Japon, en Chine et en Inde jusqu'en 2013. De ces postes lointains, l'Europe lui apparaissait comme « un tout » culturel et économique. De retour en France il dut constater quelques écarts entre la réalité et cette perception ! Il évoque entre autres les tensions entre la France et l'Allemagne lors de l'adhésion du Royaume Uni à la C.E.E. à la fin des années 60.

W. Brandt se détourne alors de la CEE au profit d'un rapprochement avec l'Europe de l'Est, la RDA en particulier ; G. Pompidou se sentit relégué. Ils s'opposèrent aussi sur l'orientation économique et monétaire de la CEE.

Entre Helmut Schmidt et Valéry Giscard d'Estaing les relations s'améliorent. Mais Helmut Kohl et François Mitterrand connaîtront des moments difficiles lors de la réunification de l'Allemagne. Quant à G. Schröder il se détourna dans un premier temps de la France au profit du Royaume Uni. Puis vint Angela Merkel. Malgré l'agacement que lui causaient les manières de N. Sarkozy, la chancelière travailla quotidiennement avec le président français pour gérer la crise de 2008. Elle contraindra F. Hollande à renoncer à ses promesses de renégocier le pacte de stabilité européen.

Le livre de Georg Blume analyse longuement les relations franco-allemandes depuis l'élection en 2017 du président Macron avec de multiples références au passé de nos dirigeants actuels (B. Le Maire, J.Y Le Drian, E. Philippe etc.). Son but avoué est de faire se retrouver les élites françaises et berlinoises. Il observe deux phénomènes concomitants : depuis le transfert à Berlin du gouvernement allemand on assiste au décrochage de l'économie française par rapport à celle de l'Allemagne. En effet, l'élite qui est arrivée à Berlin snobe les dirigeants français alors que celle de Bonn était plus soucieuse, selon G. Blume, de les ménager. Ce « blues » à l'égard de la France a culminé lors des élections européennes lorsque le Front national a semblé être le premier parti

français. Les Allemands ont alors cru que Madame Le Pen serait la prochaine présidente française. Depuis lors, l'arrivée au parlement allemand de 91 députés de l'AFD (Alternative pour l'Allemagne, un parti d'extrême droite) a relativisé leur conviction de réussir à contenir l'extrême droite !

L'objectif de l'auteur est aussi d'expliquer pourquoi les propositions d'E. Macron se sont heurtées à un « mur de granit » de la part d'A. Merkel et des Allemands au pouvoir, tant ceux du SPD que de la CDU (Scholtz ou Schäuble). Le journaliste relève par exemple que lors de la signature d'un nouveau traité de coopération et d'intégration franco-allemand à Aix la Chapelle en janvier 2019, le présentateur de la ZDR s'excusait d'infliger au public allemand le discours grandiloquent du président français, au lieu de mettre en avant les nombreux points forts du traité ! Blume remarque aussi que la chancelière a donné l'impression de ne pas y croire elle-même. Il en fut de même du côté français si l'on excepte les critiques de la France insoumise et du Front national.

L'arrivée de Macron à la présidence fut sans doute fort appréciée par les Allemands mais ses initiatives européennes pourtant annoncées de longue date n'ont pas reçu l'accueil espéré. C'est ainsi que l'accord historique de Meseberg du 19 juin 2018 au sujet du budget européen accoucha d'une souris sous l'influence de Merkel.

Blume conclut son ouvrage sur une note pessimiste. Il redoute l'arrivée au pouvoir en Allemagne d'une nouvelle génération, « individualiste, démocrate jusqu'au bout des ongles, maniaque de la nature, économiquement repue, européenne de comportement mais sans grand dessin politique ».

Mais l'histoire n'est jamais définitivement écrite. La preuve, ce livre publié en mars 2019 mettait en exergue l'immobilité d'A. Merkel. En passe de devenir légendaire, elle s'est évaporée depuis ! La première fois lors de sa décision courageuse d'accueillir plus d'un million de réfugiés sans consultation de ses partenaires européens, la deuxième fois, le 21 juillet 2020, lorsqu'elle officialisa le principe d'un endettement solidaire au niveau européen.. après consultation de ses partenaires européens. Les motifs profonds de ce revirement sont peut-être plus à rechercher du côté allemand que du côté de la demande du président français. La décision des juges constitutionnels de Karlsruhe du 5 mai 2020 a été, semble-t-il, déterminante.

Il reste cependant beaucoup à faire pour que les dirigeants franco-allemands rapprochent durablement leurs points de vue, n'en doutons pas.

Armand Genoux

« NULLE DÉFINITION DE L'EUROPE N'A JAMAIS ÉTÉ D'UNE VRAIE PRÉCISION À L'HEURE D'ÉTABLIR SES FRONTIÈRES GÉOGRAPHIQUES. DE NAPOLÉON, DÉLIMITANT UNE FOIS L'ESPACE EUROPÉEN « ENTRE LES COLONNES D'HERCULE ET LE KAMTCHATKA », À CHARLES DE GAULLE, PROPOSANT LA FORMULE BIEN CONNUE, « DE L'ATLANTIQUE À L'OURAL », SANS OUBLIER, DANS UN TOUT AUTRE REGISTRE, LA DÉFINITION DE GEORGE STEINER, QUI VOIT L'EUROPE COMME LE TERRITOIRE OÙ S'INVENTENT ET PERDURENT LES CAFÉS LITTÉRAIRES, DE SAINT-PÉTERSBOURG À LISBONNE, NOTRE MÈRE PATRIE A PLUTÔT ÉTÉ RÊVÉE OU PROJÉTÉE COMME UN ESPACE OUVERT, EN EXPANSION, RAYONNANT À PARTIR D'UN JOYAU CULTUREL ET POLITIQUE, LUI-MÊME CHANGEANT, OUVERT, NE PRATIQUANT LE REPLI SUR SOI QU'AUX ÉPOQUES DE GRANDE CRISE, AFIN DE SE RESSOURCER, DE S'IDENTIFIER, POUR MIEUX REBONDIR, REPARTIR À L'AVEVENTURE. »

J. Semprun et D. de Villepin, L'Homme européen, Ed. Perrin, 2005

« LA PATRIE DES FRÈRES WERNER » OU LA RÉCONCILIATION EUROPÉENNE



Des images fortes, un récit vif et tendu à partir d'une enquête historique fouillée, valent mieux qu'un long article. Lisez la BD de Philippe Collin et Sébastien Goethals, « La patrie des frères Werner », qui vient de sortir chez Futuropolis (23€). Elle déploie une fresque européenne, les trente années d'après-guerre en Allemagne, à travers l'histoire romanesque de deux orphelins juifs devenus espions pour la Stasi, deux frères, l'un passé tôt à l'Ouest, l'autre demeuré à l'Est. Ils se retrouveront lors du match de football entre la RFA et la RDA de 1974. A travers le destin de ces orphelins erratiques - deux millions d'orphelins en Allemagne à la fin de la guerre - prisonniers d'une idéologie, à travers leurs disputes et leur réconciliation, c'est notre Histoire européenne qui est racontée, celle d'une Europe tiraillée par les idéologies qui tente de se reconstruire. Cette BD est une métaphore de la réconciliation européenne. Deux heures de lecture qui font mieux comprendre et aimer l'Europe.

Robert De Backer

FAKE NEWS

Comme le virus Covid-19, le « fake news » a muté, autrement dit, il a élargi son influence.

Les fake news – on ne met plus de guillemets, le mot serait-il devenu français ? – nous accompagnent depuis l'antiquité. Mais de nos jours grâce aux médias sociaux ils sont devenus plus puissants. Comme le disait Lénine : « un mensonge s'il est dit assez souvent deviendra une vérité ». Cela vaut pour les fake news qui sont des mensonges présentés comme étant

la vérité. En outre, non seulement les médias sociaux favorisent la répétition incessante des idées fausses, mais celles-ci sont diffusées par les complotistes sur leurs propres sites web sans aucune vérification. Si bien que plus les idées sont exagérées, plus facilement on les accepte.

Curieusement, ou peut-être pas, nous trouvons d'autres aspects liés aux fake news : ceux qui les diffusent, en Europe ou ailleurs, critiquent fortement les points de vue – normalement rationnels – des autres. Ces critiques sont souvent diffamatoires. A propos du rôle de l'Union Européenne, du Brexit, ou de quoi que ce soit d'autre, les mensonges délibérés sont considérés comme d'excellentes munitions.

L'autre aspect de fake news qu'il faut avoir à l'esprit est l'insistance que leurs auteurs mettent à déclarer « fausses » les vérités. Ils font ainsi coup double. Cette méthode est très utilisée par Donald Trump, dont on dit qu'il est le Président des Etats-Unis. A quel point devons-nous nous inquiéter de tout cela ? C'est sans aucun doute préoccupant, signe que la démocratie et notre vie démocratique sont en danger. Voyez l'Europe. En France les partis politiques s'effondrent rapidement ; au Royaume-Uni il n'y a plus d'opposition crédible, sans compter le Brexit ; en Hongrie la justice – tribunaux et juges – est politisée et la liste est longue.

Quel est le rôle de l'Union Européenne dans cette situation ? Elle a le pouvoir de faire une différence. Mais, a-t-elle agi de façon significative, avec la Hongrie par exemple ? Franchement non. Souvent critiquée pour ses interventions bureaucratiques, non démocratiques, l'Union Européenne devrait agir sur les événements plutôt que de les regarder passivement.

Phil Evans

UNE CERTAINE IDÉE DE L'EUROPE

George Steiner, Actes Sud, 2005, 62 pages



George Steiner est décédé en février de cette année. Archétype de l'intellectuel européen, pétri de plusieurs cultures, il connaissait l'hébreu, le latin et le grec et cinq langues vivantes. Il faut relire aujourd'hui son fantastique petit livre publié en 2005. Bref, vibrant, vigoureux, écrit pour être dit, à partir d'une conférence prononcée à Amsterdam, quinze années plus tard il reste stimulant et actuel.

George Steiner y développe les cinq critères, selon lui, de l'identité européenne :

- L'Europe c'est d'abord ses cafés, « lieux de rendez-vous et de complot, de débat intellectuel et de comérage ».
- Ensuite ses paysages, une terre façonnée par le voyage à pied. La démarche du piéton est « une composante de la pensée et de la sensibilité européennes », qu'il s'agisse de la métrique poétique ou du raisonnement philosophique. « La cartographie de l'Europe est née des capacités pédestres, des horizons accessibles à des jambes. Hommes et femmes y ont tracé leurs cartes en marchant d'un hameau à l'autre, d'un village à l'autre, d'une ville à l'autre. »
- Et puis il y a les noms des rues et des places dans les villes : toute l'Europe urbaine est un « lieu de mémoire ».
- Ensuite, le « double héritage d'Athènes et de Jérusalem ». D'où l'effort constant de ses penseurs pour concilier la « raison scientifique et philosophique » héritée des Grecs, avec les messages révélés du judéo-christianisme.
- Enfin, une « conscience de la fin » (au double sens de but et d'achèvement), qui a pris une coloration tragique après les hécatombes du XXe siècle.

Aujourd'hui, conclut Steiner, le principal défi lancé à l'Europe est de concilier la marche vers le fédéralisme, son seul moyen de survie en tant que puissance, avec la préservation de sa diversité. Et le principal danger qu'elle affronte est le rouleau compresseur culturel anglo-américain. Ce n'est qu'en Europe que peut naître, en résistance au matérialisme de la consommation de masse et aux aveuglements des fondamentalismes religieux, un vrai « humanisme laïque ».

Robert De Backer
Source : France Inter

ACTUALITÉS DE LA MAISON DE L'EUROPE ET DES EUROPÉENS À CLUNY

Notre page Facebook

Nous y diffusons actuellement le film documentaire « Toi d'EUROPE » que les sœurs Hériaud réalisent sur la crise du Covid-19 vue par la jeunesse européenne. Il comporte plusieurs séquences. Nous en sommes déjà à 7 pays. (toideurope@gmail.com).

La page Facebook a été créée le 6 septembre 2019. Depuis il y a eu 29 publications, dont 3 publicités payantes. 31 personnes sont aujourd'hui abonnées à la page.

Innovation

Le stand de la Maison de l'Europe au Forum des associations à Cluny, le 5 sept. 2020, a regroupé sous le titre « L'Europe à Cluny » cinq associations en contact étroit avec des pays de l'UE : la Fédération européenne des sites clunisiens, le Collège Européen de Cluny, Cluny chemins d'Europe, l'Office de tourisme de Cluny, la Maison familiale rurale de Mazille. Cette initiative est dans la ligne de l'action des associations locales afin de soutenir leurs initiatives et de mieux faire connaître leurs réalisations européennes.

Festival des Solidarités

Jeu 26 novembre 2020, à 20h30 à la Bibliothèque Paul Comte d'Ameugny, dans le cadre du Festival des solidarités, Festisol⁽¹⁾, Cluny chemins d'Europe et la Maison de l'Europe à Cluny, en partenariat avec la Bibliothèque d'Ameugny et l'Association plaisir de lire, animeront un atelier littéraire, ouvert à tous, **autour du livre de Laurent Gaudé « Nous, l'Europe, banquet des peuples »** (Actes Sud)⁽²⁾. Le texte de Laurent Gaudé est à lire mais aussi à entendre. Une surprise théâtrale animera l'atelier. Entrée gratuite. Ouvert à tous.

⁽¹⁾ Une initiative européenne reprise et animée localement par F.R.G. S. Clunisois (Passerelles).

⁽²⁾ Lire l'article sur le livre de Laurent Gaudé dans cette Lettre.

AGENDA DE L'ASSOCIATION



• **Semaine européenne de la solidarité, FESTISOL du 23 novembre au 9 décembre sur le thème « Éducation pour l'avenir de la planète »**, cfr Passerelles en clunisois.

• Nous participons aux pérégrinations du **bus Marguerite** qui stationne périodiquement devant des mairies /école de villages. Nous y porterons le thème « **vivre ensemble en Europe** » proposé par la Fédération Française des maires de l'Europe – dont nous sommes membre actif. Notre rôle sera de faciliter les échanges entre les habitants rencontrés, et notamment avec les Européens qui, nombreux, ont fait souche dans nos villages et dans nos villes.

NOUS, L'EUROPE BANQUET DES PEUPLES

Laurent Gaudé, 2019 Actes sud

Le texte en vers libres de Laurent Gaudé relate un siècle et demi de constructions, d'affrontements, d'enthousiasmes, de défaites et d'espoirs.

À l'heure où certains doutent, où d'autres n'y croient plus, ce récit européen humaniste rappelle qu'une mémoire commune, même douloureuse, est un ferment d'avenir. C'est donc d'une plume ardente que l'auteur compose une épopée invitant à la réalisation d'une Europe des différences, de la solidarité et de la liberté.

La création artistique irrigue l'Europe depuis des siècles, quelle qu'elle soit. Chez Laurent Gaudé, en 2019, elle est à la fois littéraire et théâtrale. Dans son livre : Nous, l'Europe banquet des peuples, il interroge le temps et l'espace, deux concepts moteurs de tout projet artistique.

Tous les mots sont à retenir et à apprécier !

NOUS : Moi, toi, Elle, Vous, Ils....Ce livre et sa proposition nous invite tous.

L'EUROPE : dans cette lettre n°5 de la Maison de l'Europe de Cluny, comme dans les quatre précédentes, elle est chez elle. Son présent, son avenir toujours à poursuivre et à risquer y sont questionnés.

BANQUET : Le mot se comprend dans deux sens :

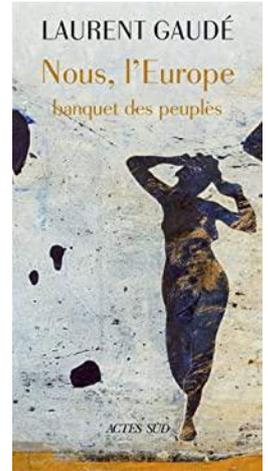
- Le « banquet » comme entreprise funeste où les gouvernants de l'Occident, dès 1830, se sont accaparés et ont englouti dans une orgie de domination les peuples des autres continents. Orgie qui, dans une indigestion de violence, a abouti aux effroyables grandes guerres de 1914 et 1945.
- Le « banquet » comme lieu festif où l'on se rassemble, où l'on invite et où l'on débat. Souvenons-nous de ceux de Lamartine avant 1848 en Saône-et-Loire, département de Cluny et de Mâcon, son territoire d'origine. Il y défendait la liberté d'opinion et de croyances, l'abolition de l'esclavage et de la peine de mort, le droit au travail avec les ateliers nationaux, la prise en compte ouverte de la question d'Orient...

DES PEUPLES : Pour l'attention portée à l'Autre, aux autres peuples d'Europe différents, contradictoires, en tensions mais partageant comme le dit Enrico Letta, président de l'Institut Jacques Delors, en 2017, « des valeurs communes même et surtout dans un monde de brutes ! ».

Nous l'Europe, banquet des peuples a été récompensé par Le Prix du Livre Européen 2019 – Catégorie Essai. L'ouvrage a donné naissance à une proposition théâtrale incarnée par des comédiens souvent jeunes, de différentes nationalités. La création s'est faite à Avignon (Festival In), du 6 au 14 juillet 2019 dans une mise en scène de Roland Auzet.

Nane Tissot

(Soirée débat à la bibliothèque d'Ameugny le jeudi 26 novembre 2020 à 20h30)



« LE PLAN DE RELANCE EN FRANCE DE 100 MILLIARDS D'EUROS SERA FINANCÉ POUR PLUS D'UN TIERS, SOIT 35 MILLIARDS D'EUROS, PAR LES FONDS ACTUELLEMENT NÉGOCIÉS ENTRE LES ÉTATS DE L'UNION EUROPÉENNE ». JEAN CASTEX A PLAIDÉ POUR « AMPLIFIER CETTE APPROCHE EUROPÉENNE FACE À LA CRISE ». L'APPORT DE L'UE « EST UNE DIFFÉRENCE MAJEURE » AVEC LA CRISE DE 2008. « CETTE APPROCHE EUROPÉENNE NOUS DEVRONS LA POURSUIVRE, L'AMPLIFIER EN MATIÈRE DE POLITIQUE INDUSTRIELLE » ET DE « POLITIQUE ÉCOLOGIQUE ». « L'EUROPE DOIT DANS CETTE AFFAIRE RETROUVER DE LA CRÉDIBILITÉ AUPRÈS DE NOS CONCITOYENS ».

Jean Castex, discours de rentrée, Assemblée Nationale, 16 juillet 2020



RÉGION
BOURGOGNE
FRANCHE
COMTE



MAISON DE L'EUROPE ET DES EUROPÉENS À CLUNY

20 rue Saint Mayeul 71250 Cluny
Contact : 0646822838 - maison.europe.bs@gmail.com
www.facebook.com/maison europe bourgognesud

La Maison de l'Europe et des Européens à Cluny
est membre de la Fédération Française des Maisons de l'Europe
www.maisons-europe.eu

Les membres du bureau (juillet 2020) :
Philippe Mayaud, Robert De Backer, Monique Genoux, Michael Veyhl, Jean-François Vêrolles et Armand Genoux